

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

« ETUDE DE FAISABILITE DU PROJET SARITEM 2 DANS UN CONTEXTE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE »

Dans le cadre du programme



Pour le compte de

L'AGENCE FRANCAISE DE DEVELOPPEMENT

Référence interne : CLN-2025-0276

Cadre réglementaire : la présente consultation est soumise pour son exécution aux dispositions de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et au décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Pouvoir adjudicateur :

Agence Française de Développement, 5, rue Roland Barthes, 75598 Paris Cedex 12- RCS PARIS B 775 665 599- téléphone: 00 33 (0)1. 53. 44. 31. 31
(ci-après désignée « le Client»);

Table des matières

Article I. CONTEXTE GENERAL.....	3
Section 1.01 Présentation de l'Agence Française de Développement	3
Section 1.02 Présentation du Programme AdaptAction.....	3
Article II. OBJET DU MARCHE.....	4
Section 2.01 Contexte et enjeux liés aux changements climatiques dans le pays et secteur concerné	4
Section 2.02 Objectif et justifications du projet SARITEM 2	6
Section 2.03 Entité(s) bénéficiaire(s) ou concernée(s) par l'appui	8
Section 2.04 Objectifs du marché et résultats attendus.....	9
Article III. DEFINITION ET NATURE DES PRESTATIONS	10
Section 3.01 Phase 1 : Cadrage et démarrage de la mission.....	10
Section 3.02 : Phase 2 Analyse des risques climatiques et formulation des options d'adaptation	11
Section 3.03 : Phase 3 : Etude de faisabilité et structuration du projet SARITEM 2	14
Section 3.04 Phase 4 : Capitalisation et communication.....	23
Article IV. LIVRABLES ET CONDITIONS DE LIVRAISON & D'EXECUTION.....	24
Section 4.01 Description des livrables attendus	24
Section 4.02 Calendrier de remise des livrables	27
Section 4.03 Validation des livrables	27
Article V. PROFILS DES EXPERT.E.S REQUIS	28
Section 5.01 Expertises principales.....	28
Section 5.02 Considérations additionnelles	29
Article VI. LOGISTIQUE ET CALENDRIER D'EXECUTION DU MARCHE.....	30
Section 6.01 Lieu de l'étude	30
Section 6.02 Calendrier prévisionnel des prestations	30
Section 6.03 Suivi des prestations / relations avec le prestataire.....	30
Section 6.04 Etendue des services	31
Article VII. LANGUE DE TRAVAIL ET CONTRACTUELLE	31
Article VIII. BUDGET ET MODALITES DE PAIEMENT	31
Section 8.01 Offre financière.....	31
Article IX. REFERENCES ET DOCUMENTATION DISPONIBLE	31
Article X. VISIBILITE & COMMUNICATION.....	32

Article I. CONTEXTE GENERAL

Section 1.01 Présentation de l'Agence Française de Développement

Le groupe Agence française de développement (AFD) est un établissement public qui finance, accompagne et accélère les transitions vers un monde plus juste et durable. Plateforme française d'aide publique au développement et d'investissement de développement durable, nous construisons avec nos partenaires des solutions partagées, avec et pour les populations du Sud.

Nos équipes sont engagées dans plus de 4 200 projets sur le terrain, dans les Outre-mer et dans plus de 150 pays, pour les biens communs de l'humanité – le climat, la biodiversité, la paix, l'égalité femmes-hommes, l'éducation ou encore la santé. Nous contribuons ainsi à l'engagement de la France et des Français en faveur des Objectifs de développement durable. Pour un monde en commun.

Au moyen de subventions, de prêts, de fonds de garantie ou de contrats de désendettement et de développement, l'AFD finance des projets, des programmes et des études et accompagne ses partenaires du Sud dans le renforcement de leurs capacités.

Sa filiale Proparco (www.proparco.fr) soutient les investissements privés. Dédiée à la mobilisation de l'expertise publique française, Expertise France (www.expertisefrance.fr) a rejoint le groupe AFD en 2022.

L'AFD collabore également avec les réseaux académiques français et internationaux pour alimenter les débats et réflexions prospectives sur le développement.

Elle assure la gestion du Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM), qui cofinance des projets conciliant environnement et développement.

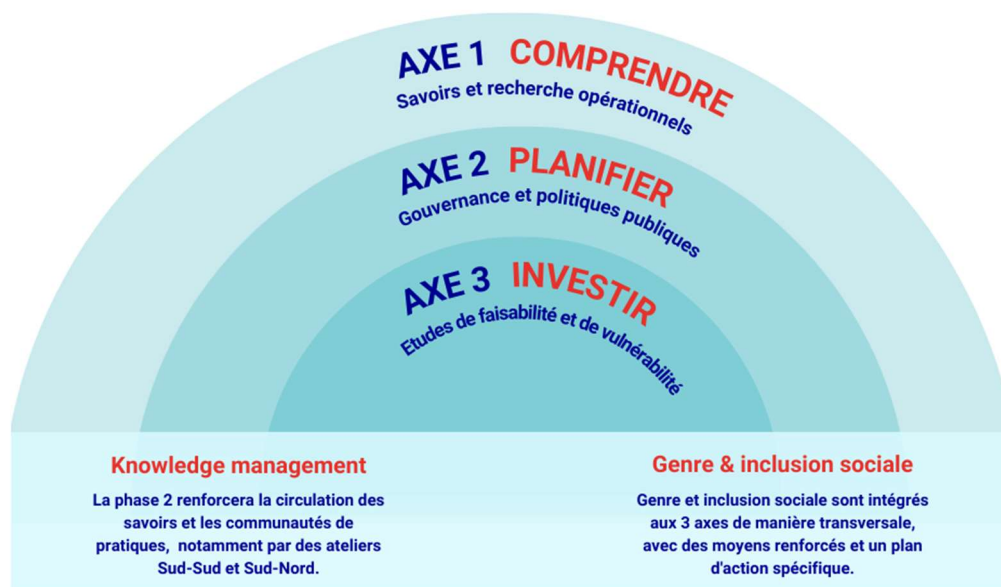
L'ensemble des informations relatives à l'AFD, et notamment sa Charte d'Ethique que le prestataire est fortement invité à consulter, sont accessibles sur le lien suivant : www.afd.fr.

Section 1.02 Présentation du Programme AdaptAction

Depuis 2017, le programme AdaptAction accompagne des pays et organisations régionales partenaires à relever le défi de l'opérationnalisation de l'Accord de Paris sur le climat par la mise en œuvre des dimensions d'adaptation au changement climatique de leurs Contributions Déterminées au niveau National (CDN). Les partenaires du programme (Pays les Moins Avancés, pays d'Afrique continentale, Petits Etats Insulaires en Développement) sont particulièrement vulnérables aux effets des changements climatiques.

La Phase 1, dotée d'un budget de 30 millions d'euros de 2017 à 2022, a financé plus de 70 études en appui à la gouvernance climat, à l'intégration de l'adaptation dans les politiques publiques sectorielles et à la préparation de projets, dans 15 pays et organisation régionales. Ces études, qui prennent la forme d'études de vulnérabilité au changement climatique, d'études de faisabilité de projet, d'activités de renforcement de capacités ou encore de renforcement institutionnel, recouvrent une pluralité de secteurs : gouvernance, services climatiques, biodiversité, agriculture, eau...

La Phase 2, dont le démarrage effectif a eu lieu en juin 2022, est structurée autour de 3 axes (Comprendre, Planifier, Investir) et 2 composantes transversales (Genre et inclusion sociale, *Knowledge management et valorisation*).



Elle prolonge et complète les activités conduites durant la première période, pour une durée de 4 ans (2022-2026) avec un budget supplémentaire de plus de 23 millions d'euros recentré sur l'Afrique subsaharienne et le bassin Méditerranéen (17 pays). Le programme dans le bassin Méditerranéen est notamment financé par l'Union Européenne (DG NEAR) à hauteur de 6 millions d'euros, dans le cadre d'un projet « ACA-MED » conduit en synergie avec UNCDF-LoCAL.

L'objectif général est de renforcer la résilience des populations et écosystèmes les plus vulnérables aux impacts du changement climatique, et l'objectif spécifique, que les acteurs des pays partenaires soient plus en capacité de définir et d'opérationnaliser des trajectoires de développement résilient et inclusif sur leurs territoires.

Des informations plus détaillées sur le programme trouvent sur <https://www.afd.fr/fr/adaptation>.

Article II. OBJET DU MARCHÉ

Section 2.01 Contexte et enjeux liés aux changements climatiques dans le pays et secteur concerné

Le climat de la Guinée est caractérisé par une variabilité spatiotemporelle. Selon la Seconde communication nationale sur les changements climatiques (SCN, 2018), la température moyenne a crû au plan national de 0,1°C à 0,8°C entre 1961 et 2010 par rapport à la période de référence de 1961 – 1990. La pluviométrie moyenne annuelle quant à elle a diminué de 5,3 mm par mois par décennie. Selon le même document, en termes de projection, il est attendu sous le scénario RCP4.5¹ et par rapport à la période de 1961 – 1991, une augmentation de température variant entre 0,71°C à 1,01°C à l'horizon 2030 et de 1,43°C à 2,02°C à l'horizon 2100. La modélisation de la pluviométrie projette des tendances

¹ Representative concentration pathways, scénario avec stabilisation des émissions avant la fin du 21ème siècle à un niveau faible.

variées sur l'ensemble du territoire, mais une conservation générale du schéma saisonnier des précipitations. Les conditions climatiques ont façonné le pays en quatre grandes zones éco-climatiques encore appelées « régions naturelles ». Il s'agit de : Moyenne Guinée, Haute Guinée, Guinée Forestière et Guinée Maritime, zone par excellence de la culture de riz de mangrove.

L'agriculture demeure la principale activité de la population guinéenne et constitue la principale source de revenus des ruraux. Selon la Banque mondiale, elle contribue à hauteur de 27% au PIB national et occupe plus de 76% de la population active avec un taux de rentabilité très faible. La riziculture en est l'activité dominante assurant l'essentiel de l'alimentation des guinéens par son autoconsommation mais de par également sa production commercialisée sur un marché représentant près de 20 % des dépenses des ménages du pays. Par ses impacts sur l'emploi rural, la fourniture de produits agricoles et l'approvisionnement des marchés alimentaires, son incidence sur la situation de pauvreté est centrale. Elle occupe 80% des exploitations et, 67% des superficies emblavées. Elle satisfait 65% des besoins céréaliers et mobilise 37% de la population active avec, 11% des importations et 6% du PIB national (SNDR² 2, 2024).

La riziculture de mangrove quant à elle, occupe 16% des superficies exploitées avec des rendements se situant entre 1,5 et 3,5 t/ha. Elle représente pour le Gouvernement guinéen, un enjeu stratégique de la politique sectorielle agricole au sein de l'agropole « Basse Guinée ». Elle ne peut être appréhendée indépendamment du système d'activités multiples pratiqué par les agriculteurs et leurs familles.

Dans un contexte où la sécurité alimentaire et la résilience des systèmes de production agricole sont des priorités nationales, le développement d'un Système d'Aménagement Rizicole en Territoire de Mangrove (SARITEM) s'inscrit pleinement dans les orientations du Programme SIMANDOU 2040, qui définit l'Agriculture, l'Industrie Alimentaire et le Commerce comme le premier pilier du développement national. Par ailleurs, les États Généraux de l'Agriculture et de l'Elevage, qui ont récemment mis un accent particulier sur les aménagements hydroagricoles, soulignent la nécessité d'investir massivement dans des infrastructures agricoles adaptées aux défis climatiques et aux besoins de modernisation des systèmes de production. L'ambition du MAGEL est d'aménager réhabiliter et entretenir 124 664 ha d'ici 2030.

La région littorale de Basse Guinée, historiquement considérée comme un « grenier à riz » et un réservoir foncier pour le développement de la riziculture, en particulier dans les zones de mangrove à cause de la fertilité naturelle de ces zones si les conditions sont réunies pour que l'eau de mer, riche en limon, soit admise dans les parcelles en saison sèche et qu'une bonne pluviométrie en saison pluvieuse dissolve le sel dans le sol. Ce mode de culture, s'il est bien mené peut permettre de produire un riz sans intrants (engrais, herbicides, pesticides), riz particulièrement apprécié des consommateurs guinéens. Malheureusement ces zones se révèlent particulièrement vulnérables aux changements climatiques (montée des eaux marines, perturbation du régime des pluies, érosions côtières etc.) et à la croissance démographique (urbanisation et influence croissante de la « région-capitale » Conakry). De plus, les activités économiques liées à cette pression démographique (bois-énergie, saliculture, pêche) ou, plus indirectement, au développement économique du pays (impact des barrages hydro-électriques, pollution estuarienne en lien avec l'acheminement des minerais à l'exportation) accroissent les risques environnementaux. Face à ces vulnérabilités croissantes, une approche territoriale globale est nécessaire pour assurer la résilience de la riziculture de mangrove.

C'est dans cette dynamique que le projet SARITEM 2 se positionne comme une initiative stratégique visant à adapter durablement la production rizicole aux changements climatiques. Tout en adoptant une

² Stratégie nationale de développement de la riziculture

approche territoriale intégrée, le projet vise à aménager les plaines de mangrove afin de garantir une production résiliente, compétitive et durable, en conciliant sécurité alimentaire, préservation des écosystèmes et développement économique local. Il repose sur trois dimensions fondamentales : i) sociale (organisation des usagers et entretien des périmètres) ; ii) économique (systèmes de production, de transformation, de commercialisation et maintenance des ouvrages) et iii) environnementale et climatique (gestion des eaux pluviale et marine ; stabilisation de la riziculture ; aménagements résilients, préservation de la biodiversité). La priorité est donnée à la réhabilitation des périmètres dysfonctionnels et à la poursuite des travaux existants, avant d'envisager une extension progressive des aménagements en Basse Guinée.

En territoires de mangrove, les aménagements hydroagricoles visent à « stabiliser » les zones de culture de riz grâce à la combinaison de trois résultats :

- i) La protection des casiers rizicoles de la submersion des eaux marines et de la sécheresse en période de culture, ainsi que des pluies torrentielles ou diluviennes et de l'érosion côtière ;
- ii) Le contrôle des adventices et le maintien de la fertilité par l'admission de l'eau de mer en saison sèche ;
- iii) Le lessivage des sels de la couche arable et la satisfaction des besoins en eau du riz grâce à une gestion optimisée de la lame d'eau douce.

Afin de garantir la durabilité de ces investissements, il est essentiel d'accompagner les organisations des producteurs dans la gestion et l'entretien/maintenance des ouvrages collectifs. De plus un appui-conseil concernant l'amélioration des techniques culturales et le soutien à la mise en marché de la production sont nécessaires pour assurer une rentabilité suffisante au regard du travail investi et des autres opportunités d'activités existantes et, ainsi, contribuer à couvrir la part paysanne des charges récurrentes de la maintenance des périmètres. Lorsque la production de riz est insuffisante pour garantir la sécurité alimentaire des familles ou fournir le capital nécessaire à la nouvelle campagne agricole, les pratiques « de survie » (ou de de soudure) des ménages les plus vulnérables sont particulièrement préjudiciables à l'environnement des mangroves, qu'il s'agisse de production de sel ignigène ou d'extraction de bois de chauffe.

Le développement de la filière riz de mangrove s'inscrit donc dans une approche plus large d'aménagement et de gestion des territoires de mangrove, intégrant les impératifs du changement climatique et les réalités socio-économiques locales. Cette approche élargie permet d'évoluer d'un modèle centré exclusivement sur la production rizicole **vers une gestion intégrée du territoire**, prenant en compte d'autres activités productives (pêche, apiculture, aquaculture, agroforesterie, maraîchage, etc.), la gestion durable des écosystèmes et l'implication des communautés locales dans l'aménagement de leur territoire. Ce projet vise donc à renforcer la résilience des systèmes rizicoles de mangrove à travers des approches adaptées et concertées avec les acteurs locaux. **L'adaptation sera un fil conducteur de l'ensemble des interventions**, en intégrant des mesures concrètes de gestion durable des ressources naturelles (eau, sol, biodiversité), de renforcement de la résilience des systèmes de production, et d'anticipation des risques climatiques, avec une attention particulière portée à l'intégration des savoirs locaux, à l'inclusion des groupes vulnérables et à la gouvernance environnementale à l'échelle territoriale, et à son financement (ANAFIC, micro- crédits).

Section 2.02 Objectif et justifications du projet SARITEM 2

Bâti sur l'historique d'intervention en riziculture en zone de mangrove, l'objectif global du SARITEM 2 sera ainsi de contribuer à l'atteinte des objectifs de la sécurité alimentaire et Nutritionnelle et de l'autosuffisance en riz en Guinée en développant une production rizicole durable et résiliente dans les zones de mangrove. Il vise à améliorer l'adaptation des systèmes rizicoles aux effets du changement

climatique tout en intégrant une approche territoriale inclusive et durable en s'appuyant sur une gestion optimisée de l'eau, la préservation des écosystèmes et l'augmentation des rendements agricoles grâce à des infrastructures adaptées. Il contribuera également à la structuration des producteurs, au développement de l'économie locale, tout en s'inscrivant dans le Programme SIMANDOU 2040 et les recommandations des États Généraux de l'Agriculture et de l'Élevage mais aussi du projet SARITEM 1. Ainsi, le projet SARITEM 2 permettra de :

- Contribuer au développement de systèmes d'activités associant riziculture, production de sel, pisciculture, maraîchage et apiculture, plus inclusif et plus productifs, dans des aménagements durables et intégrés dans les écosystèmes de mangrove fonctionnels et préservés ;
- Contribuer au développement des productions de riz et de sel nationales de qualité, compétitives, génératrices de revenus et d'emplois, notamment féminins tout au long de la filière.
- Aménager durablement les terres rizicoles en milieu de mangrove en mettant en place des infrastructures hydrauliques adaptées (digues, écluses, canaux) pour optimiser la gestion de l'eau et limiter la salinisation des sols.
- Accroître la productivité et les rendements rizicoles en introduisant des pratiques agricoles modernes et appropriées, des semences améliorées résistantes à la salinité et des techniques adaptées aux conditions agroécologiques des zones de mangrove.
- Renforcer les capacités des producteurs et des organisations paysannes à travers des formations techniques, des échanges inter paysans, des appuis en gestion et la structuration des acteurs en coopératives pour une meilleure valorisation de la filière rizicole.
- Promouvoir la transformation et la commercialisation du riz local en développant des infrastructures de post-récolte adaptés aux conditions locales (unités de décorticage, stockage, transport) afin d'améliorer la compétitivité et réduire les pertes post-récolte.
- Assurer la durabilité environnementale du projet en intégrant des pratiques de gestion durable des mangroves, la reforestation et des mesures de protection contre l'érosion côtière et la montée des eaux
- Achever les activités du SARITEM 1 et consolider les acquis.

La mise en place du SARITEM 2 repose sur plusieurs justifications stratégiques, économiques, sociales et environnementales :

a. Alignement avec le Programme SIMANDOU 2040 et les États Généraux de l'Agriculture et de l'Élevage

- En intégrant les orientations du Programme SIMANDOU 2040 sur son premier plier, qui vise à renforcer les secteurs agricoles et agro-industriels, le SARITEM contribuera directement à la valorisation des ressources rizicoles locales.
- Les États Généraux de l'Agriculture et de l'Élevage ont identifié l'aménagement des terres agricoles comme un levier fondamental pour accroître la productivité. Ce projet constitue ainsi une réponse concrète aux recommandations issues de ces concertations nationales de juin 2024.

b. Renforcement de la Sécurité Alimentaire

La Guinée demeure un grand importateur de riz net. Ces importations étaient évaluées en 2022 à 800 000 tonnes pour une facture cumulée de 649 600 000 \$US (ANASA 2022). L'optimisation de la production rizicole en milieu de mangrove permettrait de réduire la dépendance aux importations et d'accroître l'autosuffisance alimentaire, en cohérence avec les ambitions du Programme SIMANDOU 2040.

c. Valorisation Durable et Préservation des Écosystèmes de Mangrove

Contrairement aux pratiques agricoles extensives qui contribuent à la déforestation des mangroves, le SARITEM adopte une approche durable d'aménagement hydroagricole, favorisant une cohabitation harmonieuse entre production agricole et préservation de l'écosystème. La mangrove étant une zone riche en plantes mellifères (*Rhizophora*, *Avicennia*, etc.), est une source florale pour les abeilles. La pratique de l'apiculture en zone de mangrove est une ressource économique locale pour les communautés riveraines pour diversifier leurs revenus. Elle constitue donc un pilier/outil fondamental pour la préservation de ces écosystèmes au lieu de les exploiter de manière destructive (déforestation pour le charbon, saliculture incontrôlée etc.).

d. Amélioration de la Résilience Face aux Changements Climatiques

Le littoral guinéen est graduellement de plus en plus exposé à la montée des eaux, à l'érosion côtière et aux phénomènes climatiques extrêmes. Le projet prévoit la construction d'ouvrages de protection (digues, écluses, canaux etc.) pour réguler la salinité et minimiser les risques liés aux inondations et aux sécheresses, ainsi que des mesures pour renforcer la résilience du territoire et des populations qui y vivent. Dans ce contexte, il est parfaitement aligné sur l'engagement 2 de la partie adaptation de l'actuelle CDN (dont la révision démarrera bientôt) « mettre en place les mesures nécessaires à la protection, la conservation et la gestion des écosystèmes, la redynamisation des activités économiques et le renforcement de la résilience des populations de sa zone côtière » et du programme 3 du PNIASAN (également en cours de révision) « renforcement de la résilience du secteur Agricole et amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations vulnérables ».

e. Augmentation des Revenus des Producteurs et Développement de l'Économie Locale

L'amélioration des rendements rizicoles et l'introduction de techniques culturales modernes appropriées à la zone permettront aux producteurs d'augmenter leurs revenus et de dynamiser les circuits économiques locaux par la commercialisation du surplus de production. L'utilisation de la petite mécanisation adaptée au contexte local. La pratique d'intégration de la pisciculture par la diversification de la production sur les mêmes parcelles et l'apiculture contribuerait à l'augmentation des revenus.

f. Appui à l'Organisation des Communautés Rurales

Le projet encouragera la structuration des producteurs en coopératives et la formation aux bonnes pratiques agricoles afin de garantir une gestion participative et efficace des aménagements.

g. Renforcement des Infrastructures de Production et de Transformation

En plus des infrastructures hydrauliques résilientes, le projet prévoit le développement d'équipements en amont et en aval de la production (équipements de productions, unités de transformation, stockage, transport), afin d'améliorer la compétitivité du riz local et réduire les pertes post-récolte. Le SARITEM constitue ainsi une réponse stratégique dans une logique filière aux défis de la riziculture en territoire de mangrove en Guinée. Son approche intégrée, combinant aménagements hydroagricoles, préservation de l'écosystème de l'environnement et développement économique local, en fait un levier essentiel pour une production rizicole durable et compétitive.

Section 2.03 Entité(s) bénéficiaire(s) ou concernée(s) par l'appui

La maîtrise d'ouvrage du projet est assurée par le Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage (MAGEL), représenté par la Direction Nationale du Génie Rural (DNGR). Celle-ci mettra en place une Unité de Coordination de Projet (UCP) qui coordonnera et pilotera le projet. L'Etude de faisabilité se penchera sur la structure et les moyens de l'unité de gestion du projet.

Les autres institutions concernées sont :

- Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD) à travers sa Direction Nationale Pollutions Nuisances et Changements Climatiques (DNPNC), dans sa qualité de point focal AdaptAction en Guinée
- La Direction Nationale du Foncier Rural et du Patrimoine du MAGEL Ministère de la pêche et de l'Economie Maritime à travers l'Agence Nationale de l'Aquaculture de Guinée (ANAG)
- Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation via l'Agence Nationale de Financement des Collectivités (ANAFIC)

Toutes ces parties prenantes constituent le comité de suivi technique de l'appui.

Les parties prenantes à l'appui comprennent également toute autre structure identifiée par l'étude de faisabilité.

Section 2.04 Objectifs du marché et résultats attendus

Objectif général de l'étude à conduire

Suite à l'étude d'évaluation à mi-parcours et tenant compte des leçons retenues et des recommandations formulées pour la poursuite du projet SARITEM, l'étude de faisabilité vise à analyser la pertinence d'une suite au projet et, le cas échéant, à définir les interventions et approches visant notamment à :

- **Renforcer la résilience climatique des territoires rizicoles de mangrove**
 - Identifier les impacts du changement climatique sur la culture du riz en milieu de mangrove.
 - Promouvoir des pratiques agricoles adaptées pour améliorer la productivité et la durabilité des exploitations.
 - Assurer la gestion des ressources en eau en fonction des variations climatiques et des besoins des écosystèmes locaux.
- **Adopter une approche territoriale intégrée**
 - Prendre en compte les autres activités économiques locales (pêche, aquaculture, apiculture, maraîchage, production de sel, exploitation forestière durable, etc.).
 - Promouvoir la conservation et la restauration des zones boisées de mangrove comme réservoirs de biodiversité et régulateurs écosystémiques.
 - Encourager l'élaboration de plans de développement locaux en impliquant les acteurs territoriaux.

Objectifs spécifiques de l'étude à conduire

Les objectifs spécifiques de l'étude relative à la faisabilité du projet SARITEM 2 sont les suivants :

- Analyser les conditions agro écologiques, hydrologiques et socio-économiques des zones cibles, en recensant y compris les potentiels habitats critiques.
- Évaluer la vulnérabilité de la culture du riz et des territoires de mangrove face aux changements climatiques et proposer des mesures d'adaptation appropriées.

- Définir les aménagements hydroagricoles nécessaires pour une gestion durable des eaux et une protection contre la salinisation.
- Identifier les pratiques culturales optimales et les innovations technologiques adaptées au contexte de la riziculture en territoire de mangrove dans un contexte de changement climatique.
- Analyser la faisabilité économique et financière du projet, en tenant compte des coûts d'investissement et des perspectives de rentabilité.
- Proposer un cadre institutionnel et organisationnel pour la gestion des infrastructures et la structuration des producteurs.
- Évaluer les impacts environnementaux et sociaux potentiels et proposer des mesures d'atténuation.

Le programme AdaptAction s'est engagé à renforcer les capacités de ses partenaires à travers une approche learning by doing. Ainsi, en plus des objectifs susmentionnés, il est demandé que le Consultant soit accompagné sur le terrain et uniquement pendant la phase 2 par deux référents issus du MAGEL et deux de la DNPNC. Ces derniers seront mis à contribution pour la collecte de données, les échanges etc. en vue de leur permettre d'apprendre à réaliser des analyses participatives des risques climatiques. Il est attendu avant et à la fin de cette participation une évaluation pour montrer l'évolution des compétences, à annexer au rapport de la phase 2. Les frais liés à leur participation seront pris en charge dans la DGPF (Cft. Section 5.01).

Article III. DEFINITION ET NATURE DES PRESTATIONS

Le consultant proposera dans son offre technique une méthodologie détaillée, un chronogramme cohérent, des outils adaptés etc. pour la réalisation de l'étude. Les éléments présentés ici seront donc complétés et ne constituent que des éléments de cadrage destinés à faciliter l'élaboration des offres techniques. Chaque mission doit faire l'objet d'une note de cadrage détaillant la méthodologie et le déroulé validé par la DNGR et l'AFD, d'un briefing avec la DNGR et l'agence locale de l'AFD et d'un débriefing avec le MAGEL et l'équipe de l'AFD. Le Consultant est également encouragé à être force de propositions.

La prestation se déroulera à travers 2 principales activités précédées par une activité de démarrage (Phase 1) et suivies d'une autre activité de communication et capitalisation :

- Phase 1 : cadrage et démarrage de la mission ;
- Phase 2 : Analyse des risques climatiques et formulation d'options d'adaptation
- Phase 3 : Etude de faisabilité et structuration du projet SARITEM 2
- Phase 4 : Capitalisation et communication

Section 3.01 Phase 1 : Cadrage et démarrage de la mission

L'appui démarrera par une phase de cadrage, pour une bonne appréhension du contexte, des enjeux, des politiques et des besoins dans lesquels s'inscriront les activités. C'est ainsi qu'une présentation de la méthodologie et du chronogramme d'activités et une introduction de l'équipe d'expert/e-s aux parties prenantes à l'appui lors d'une ou des réunions de démarrages et une consolidation du cadre de gouvernance de l'appui seront réalisées.

Au cours de cette phase, il sera notamment attendu du Consultant qu'il :

- Conduise une revue de la littérature pertinente (académique, politiques nationales, études d'autres bailleurs, d'ONG, de bureaux d'études, ou d'institutions scientifiques, etc.).
- Organise des premiers échanges avec les parties prenantes à l'appui, afin de comprendre leurs besoins et attentes et préciser la gouvernance interne à l'appui. Ces rencontres seront organisées en coopération avec l'AFD qui pourra communiquer les contacts d'acteurs à rencontrer et qui sera toujours informée des rencontres programmées auxquelles elle pourra participer si elle le souhaite.
- Mette à jour la méthodologie et le chronogramme proposés dans son offre technique, à la suite des informations obtenues lors de cette phase de démarrage.
- Développe (ou précise, si une trame était déjà proposée dans l'offre technique) un cadre de suivi et évaluation de l'appui et des résultats recherchés. Ce cadre définira des indicateurs, des cibles et des sources de vérifications pour ce marché. Si c'est pertinent, les indicateurs seront désagrégés par genre. Organise une réunion/atelier/événement de démarrage en partenariat ou du moins en bonne communication avec l'agence locale de l'AFD et les institutions partenaires pour obtenir leur engagement, approfondir les premiers diagnostics, valider les besoins et attentes de façon collective etc. Des PTF tels que le PNUD, la FAO, la Banque Mondiale, la JICA, la BAD, la BADEA etc. intervenants spécifiquement sur la zone et/ou sur la filière riz pourront être conviés à cet atelier.

Livrable(s) attendu(s) :

- Livrable 0 : Note de cadrage à l'issue de la ou des réunion/s de cadrage, à valider avant la première mission en Guinée
- Livrable 1 : Rapport de démarrage à soumettre après la mission de démarrage

Section 3.02 : Phase 2 Analyse des risques climatiques et formulation des options d'adaptation

Cette phase vise à évaluer comment le changement climatique, en se basant sur le cadre conceptuel du 6^{ème} rapport du GIEC, affecte actuellement et pourrait affecter à l'avenir cette activité, le territoire qui l'abrite, ainsi que les populations qui en dépendent. Les impacts potentiels couvrent un large éventail de domaines, notamment la productivité, la stabilité des écosystèmes (qui servent de support à la production), la sécurité alimentaire, la rentabilité, la résilience et d'autres aspects. Pour réaliser cette analyse, il est essentiel de combiner les connaissances scientifiques avec les connaissances locales en privilégiant des approches participatives afin de mieux comprendre les impacts en tenant compte de l'incertitude liée aux projections climatiques. Il convient de souligner l'importance des diagnostics participatifs, des Solutions d'adaptation Fondées sur la Nature (SaFN), de l'égalité des sexes, ainsi que de l'inclusion sociale tout au long de l'étude. Cette phase consiste à établir un état des lieux détaillé des zones cibles afin de mieux comprendre les conditions existantes et d'identifier les principaux enjeux à adresser dans le cadre du projet.

A noter que les risques climatiques en Guinée Maritime ont déjà fait l'objet d'une analyse dans le cadre de la faisabilité du projet Kounki (volet pisciculture) et les résultats pourraient être capitalisés dans le cadre de cette étude. Cependant, l'analyse a été centrée uniquement sur la filière piscicole, par conséquent, le Consultant devra en plus de la filière riz, faire une analyse des impacts des risques climatiques sur le territoire et les populations afin d'y apporter des solutions appropriées.

Pour cette activité, le Consultant devra :

- **Collecter et analyser les données agro écologiques, hydrologiques et socio-économiques du territoire concerné**
 - Étudier les caractéristiques des sols, le régime hydrique, la biodiversité (notamment dans la mangrove) et l'éventuelle présence d'habitats critiques³ dans les zones ciblées ;
 - Rassembler les données historiques sur le climat, incluant les températures, les précipitations, l'évapotranspiration, les événements climatiques extrêmes, *etc.* et caractérisation des tendances et des risques climatiques passés dans cette région ;
 - Identifier les ressources en eau disponibles et les risques de salinisation des sols ;
 - Étudier la situation socio-économique des populations locales, y compris les modes de subsistance, les revenus et l'accès aux services de base. Une attention particulière sera apportée aux aspects liés au genre (désagrégation des données par sexe, rôles et responsabilités des femmes et hommes dans la riziculture *etc.*).
 - Identifier et appuyer les ONG/OP susceptibles d'accompagner l'empouvoirement des femmes (leviers essentiels de développement) ainsi que les comités locaux qui pourront être des acteurs incontournables dans l'organisation de prévention et de gestion.
 - Présenter les dynamiques sociales (intra et inter-ethniques) et de genre depuis le début de l'intervention de l'AFD dans la zone et proposer une analyse de contexte sur les vulnérabilités actuelles et les facteurs de conflits (par exemple fonciers, en incluant dans l'analyse les éventuels conflits entre agriculteurs et éleveurs).
- **Analyse des Impacts passés et présents et perceptions locales des risques climatiques des territoires de mangrove face aux changements climatiques**
 - Évaluation des impacts du changement climatique sur la riziculture, en caractérisant les vulnérabilités sociales, environnementales et économiques avec une attention particulière aux groupes les plus vulnérables, y compris les femmes et les hommes, les jeunes et les communautés locales ;
 - Recueil des perceptions locales concernant le changement climatique et ses impacts sur la riziculture, en mettant en avant les connaissances empiriques des riziculteurs et rizicultrices (savoirs locaux).
- **Projections Climatiques et co-évaluation des impacts potentiels à venir**
 - Le consultant mobilisera les données climatiques actuelles ainsi que des projections climatiques futures (données nationales et internationales) afin de co-évaluer avec les parties prenantes les impacts potentiels du changement climatique sur les systèmes de production rizicoles, la zone d'étude, ainsi que les populations qui y vivent. Il est préférable d'utiliser l'approche CMIP6, en **raisonnant par niveaux de réchauffement global atteints** (par exemple +1,5°C, +2°C, +3°C), conformément aux recommandations internationales en matière d'analyse d'impact. Toutefois, en l'absence de données disponibles ou si les partenaires le justifient, le consultant pourra

³ Au sens des normes de performance du Groupe Banque Mondiale, les habitats critiques sont des aires ayant une valeur élevée en biodiversité, notamment (i) les habitats d'une importance cruciale pour les espèces en danger critique d'extinction et/ou en danger d'extinction ; (ii) les aires d'une grande importance pour les espèces endémiques et/ou distribution limitée ; (iii) les aires d'une grande importance abritant des concentrations internationales importantes d'espèces migratoires et/ou d'espèces uniques ; (iv) les écosystèmes gravement menacés et/ou uniques ; et (v) les aires qui sont associées à des processus évolutifs clés

utiliser les projections issues de l'approche RCP (CMIP5), en particulier les scénarios RCP4.5 et RCP8.5. Le consultant veillera à justifier clairement l'approche retenue, en précisant les limites éventuelles et les implications méthodologiques.

Sur la base du diagnostic réalisé précédemment, les prochaines étapes visent à définir les solutions techniques et organisationnelles adaptées aux enjeux identifiés.

- **Identification de Solutions d'Adaptation**

- Co-élaboration de solutions d'adaptation avec les parties prenantes locales pour renforcer la résilience de la filière rizicole, du territoire et des populations (à titre indicatif)
 - Définition des aménagements hydroagricoles résilients pour une gestion durable de la ressource en eau fonction des variations climatiques et des besoins des écosystèmes locaux ;
 - Intégration des solutions fondées sur la nature pour renforcer la résilience des écosystèmes (restauration de la mangrove, agroforesterie, apiculture, maraîchage etc.).
 - Identification des pratiques culturales optimales, adaptées et diversifiées pour améliorer la productivité et la durabilité des exploitations (variétés de riz et autres cultures tolérantes au sel et adaptées aux conditions climatiques locales, etc.)
 - Attention particulière liée à la pérennité/durabilité des infrastructures (mise en place de micro facilités pour l'acquisition de petits matériels au profit des populations exploitant les ouvrages et en charge de la maintenance).
 - Promotion des stratégies de diversification économique
 - Etc.
- Attention particulière à la composition et au caractère participatif et inclusif des cadres de concertation et de co-élaboration pour déterminer la nature des appuis et les zones d'intervention et à la désagrégation des données par sexe, rôles et responsabilités des femmes et hommes dans la riziculture etc.) ;
- Prise en compte des pratiques traditionnelles, des savoirs locaux, et des technologies appropriées ;
- L'ensemble des solutions devront accorder une attention particulière à l'intégration des questions de genre.

- **Elaboration de scénarios d'intervention**

- Définir plusieurs options de mise en œuvre du projet en fonction des contraintes techniques, financières et sociales ;
- Évaluer les avantages et inconvénients de chaque scénario pour recommander les solutions les plus viables ;
- Associer les parties prenantes locales dans le choix des stratégies à adopter.

Les recommandations issues de cette étude de risques climatiques viendront alimenter l'étude de faisabilité visant le développement de la suite du projet SARITEM 2.

Livrable(s) attendu(s) :

- Livrable 2 : Rapport d'analyse des risques climatiques assorti d'options d'adaptation

Section 3.03 : Phase 3 : Etude de faisabilité et structuration du projet SARITEM 2

L'étude de faisabilité visera à structurer le projet SARITEM 2, **en prenant en compte les résultats et recommandations de l'évaluation à mi-parcours de SARITEM 1 et ceux de l'analyse des risques climatiques**. L'étude devra permettre de tirer des enseignements sur la stratégie d'intervention de l'Etat, les procédures mises en œuvre, la pertinence du montage organisationnel, les opérateurs mobilisés ; les capacités des acteurs impliqués et les activités mises en œuvre.

Dans cette troisième phase, le Consultant définira le contenu du futur projet. Il déterminera :

- Le contenu des composantes du projet, le périmètre géographique (comprenant l'idée de consolider l'existant), la forme que pourrait prendre le soutien aux acteurs, aux institutions et à la gouvernance et l'organisation de la filière riz,
- Le cadre logique détaillé de l'intervention qui traduira la double ambition de protection du vivant et de sécurité alimentaire, (avec selon la présence ou non d'habitats critiques, les adaptations ou études complémentaires préalables nécessaires à la mise en œuvre des activités).
- Les intervenants et modes opératoires (maîtrise d'ouvrage, maître d'œuvre, opérateurs, agences d'exécution etc.)
- Le plan de financement par composante,
- Le dispositif de suivi des réalisations des composantes,
- Les impacts attendus en termes de développement durable, impacts sur la biodiversité et sur l'environnement et les mesures de mitigation à adopter,
- Les risques du projet, y compris pour l'accès au foncier,
- Le bilan carbone du projet,
- En l'absence d'une stratégie de sortie à l'échéance du projet sans continuation du soutien, les mécanismes de documentation / capitalisation au fil de l'eau des dynamiques de pérennisation générées par le projet (dispositif de renforcement de capacité, mécanismes d'entretien des infrastructure et mise à disposition du matériel / formation nécessaire, design des investissement réalisés etc...).

Le projet devra s'inscrire dans la continuité des interventions tout en intégrant les acquis de SARITEM 1. Il devra également s'inscrire en complémentarité avec les autres projets mis en œuvre ou prévus dans la zone par d'autres PTFs et/ou les autorités, dans le secteur riz de mangrove mais également dans des secteurs connexes comme la formation professionnelle / entrepreneuriat. En particulier, le projet devra s'articuler si possible avec :

- le projet PADRI également soutenu par l'AFD (en instruction), pour cibler et prioriser les pistes d'accès reliant des périmètres rizicoles aux axes secondaires, aux villages, marchés locaux ou unités de transformation.
- la pratique d'intégration de la pisciculture (étudier les synergies potentielles avec le CGN1377 Kounki) par la diversification de la production sur les mêmes parcelles et l'apiculture qui pourrait contribuer à l'augmentation des revenus.
- Le projet Potenti'Elles (CGN 1329) en exécution qui vise à appuyer les initiatives entrepreneuriales des femmes, en leur offrant des opportunités d'accès à des ressources, formations et soutiens nécessaires pour établir et développer leurs entreprises.

Le Consultant, sur la base de l'évaluation à mi-parcours de SARITEM 1, définira une stratégie et une méthodologie d'intervention validées par le MAGEL, permettant d'assurer la pérennisation des acquis de SARITEM 1 notamment à la réhabilitation des périmètres dysfonctionnels et à la poursuite des travaux existants, avant d'envisager une extension progressive des aménagements en Basse Guinée.

Les activités seront conçues et mises en œuvre selon une **approche territoriale intégrée**, sensible aux enjeux d'adaptation et de résilience face au changement climatique. Elles tiendront compte des spécificités environnementales, climatiques, socio-économiques et institutionnelles des zones d'intervention.

Elles viseront à consolider les acquis de la première phase du projet SARITEM, lui-même héritier d'interventions précédentes. Cela inclut (i) la pérennisation des aménagements réhabilités ou lancés lors de la première phase du projet tout en prenant en compte les enjeux climatiques, (ii) la capitalisation et la diffusion des bonnes pratiques identifiées dans le manuel élaboré par l'IRAG et divulgué par la FOPVSBG. Ces bonnes pratiques pourraient être mises à jour en tenant compte des enjeux climatiques, (iii) le renforcement des appuis et services aux filières riz et sel solaire en intégrant les dynamiques locales de développement résilient au changement climatique et en prenant en compte les mesures recommandées dans le PGES (SHER BERCA-Baara, 2020). Si le budget le permet des extensions d'aménagement pourront être proposés.

L'adaptation sera un **fil conducteur de l'ensemble des interventions**, en intégrant des mesures concrètes de gestion durable des ressources naturelles (eau, sol, biodiversité), de renforcement de la résilience des systèmes de production, et d'anticipation des risques climatiques, avec une attention particulière portée à l'intégration des savoirs locaux, à l'inclusion des groupes vulnérables et à la gouvernance environnementale à l'échelle territoriale.

a. Définition détaillée du contenu du projet

Le projet SARITEM 2 comprendra plusieurs activités principales, à définir et affiner selon les recommandations de l'évaluation à mi-parcours de SARITEM 1 et l'étude des risques climatiques. Il visera à opérationnaliser des **solutions d'adaptation résilientes**, en ancrant les interventions dans une **approche territoriale intégrée** répondant à la diversité des enjeux socio-écologiques en zone de mangrove ainsi que les Plans de Développement Locaux (PDL) des territoires concernés (dont il pourra encourager l'élaboration). Considérant que l'amélioration des rendements rizières et l'introduction de techniques culturales modernes appropriées à la zone permettront aux producteurs d'augmenter leurs revenus et de dynamiser les circuits économiques locaux par la commercialisation du surplus de production, l'approche territoriale aurait vocation à s'appuyer à terme sur la filière riz de mangrove pour un développement de l'ensemble du territoire.

Les activités et considérations transversales ci-dessous sont proposées à titre indicatif et n'ont pas nécessairement vocation à toutes être prises en compte. Elles seront ajustées en fonction des recommandations de la phase d'évaluation initiale et de l'étude des risques climatiques. Elles devront articuler en tout état de cause les dimensions **économique, sociale, environnementale et climatique** à l'échelle des territoires concernés.

- **Aménagements des plaines de mangrove** : selon la stratégie et la méthodologie définies lors de l'atelier de la consolidation de la conception des aménagements (Dubréka, juin 2020), qui favorise une approche intégrée traitant de manière complémentaire l'aménagement collectif et l'aménagement à la parcelle. Les périmètres à aménager/réhabiliter seront sélectionnés en accord avec la DNGR et les différentes collectivités. Le Consultant fera aussi des propositions pour renforcer et capitaliser localement le savoir-faire dans la mise en œuvre des études (DNGR/DAHA/DATEP/SPGR et BERCA- Baara,) et travaux d'aménagement en milieu de mangrove. Ces propositions tiendront compte aussi des études et travaux de la GEP de restauration et d'extension mise en œuvre par ADAM. Le Consultant proposera des

améliorations de réalisation des pistes adaptées à la spécificité de la mangrove (circulation en toute saison). Les aménagements devront être conçus en intégrant les projections climatiques identifiées dans l'étude des risques. Ils devront également prendre en compte la sécurisation de l'accès au foncier de la production rizicole comme des autres activités économiques locales (pêche, aquaculture, apiculture, maraîchage, production de sel, exploitation forestière durable, etc.) sur la base des travaux de la Direction Nationale du Foncier Rural (DNFRP) sur la Réforme Foncière Agricole (en cours d'adoption).

- **Gestion entretien et maintenance (GEM) des aménagements :** La pérennisation des aménagements ne peut être atteinte sans bonnes pratiques de gestion d'eau ainsi qu'un entretien et maintenance adéquate. Les projets successifs (PDRIGM, RizBG, SARITEM) ont créé des associations d'usagers (CGP, AUP) pour prendre en charge la GEM tout en mettant en place des structures qui les encadrent : section/service du PDRIGM, Section/service BERCA B. et cellule d'Appui Conseil Extérieur (ACE) de la FOPVSBG. Force est de constater qu'au démarrage du SARITEM ces structures étaient dysfonctionnelles et la GEM inadéquate. Les faibles moyens à la disposition de la DNGR ne permettaient pas de respecter les accords de partage (une prise en charge par l'Etat de l'entretien dit lourd) et l'ACE ne disposait pas des capacités techniques suffisantes pour s'y atteler. Suite à ce constat le SARITEM, avec l'assistance de la CACG, a cherché à renforcer les capacités des AUP et de l'ACE et a lancé les réflexions sur l'ancrage institutionnel de la GEM, des AUP et l'ACE. La réhabilitation des aménagements dysfonctionnels constitue toutefois un préalable important avant qu'on puisse renforcer les capacités des AUP. Le choix de l'ancrage institutionnel doit aussi tenir compte des aspects de services spécifiques (maintenance des vannes, travaux de réparation d'urgence, suivi de l'entretien) de leur financement, de la disponibilité des jeunes dans les travaux, du genre et du foncier. Toute étude d'ancrage devra aussi aborder le conflit d'intérêt lancinant qui oppose la vision des OP de la FOPVSBG à celle des Associations d'Usagers. Le Consultant proposera la mise en place d'un système de suivi durable de l'entretien des aménagements qualitatif et quantitatif notamment des volumes des travaux, des coûts et des risques (risque de rupture et submersion des digues). L'approche GEM sera revue pour devenir climato-résiliente (protocole de suivi des infrastructures sensibles au climat, ancrage dans les politiques locales de gestion de l'eau et du foncier, etc.).
- **Conseils agricoles, services des OP auprès des exploitants.** Les marges de progrès en matière de productivité agricoles sont importantes dès lors que l'on respecte les calendriers culturaux et que l'on applique rigoureusement des techniques simples qui ont fait leurs preuves. Une fois les aménagements collectifs fonctionnels et une gestion à la parcelle affinée, la mise en œuvre des bonnes pratiques culturales (voir manuel de bonnes pratiques émis par l'IRAG en 2020) par les producteurs est indispensable pour obtenir des gains de production. Dans cette optique, le conseil agricole devra évoluer vers une approche multi-filière et écosystémique, en intégrant pleinement les enjeux d'adaptation au changement climatique. Il devra notamment promouvoir (i) des pratiques agroécologiques adaptées aux sols salins, à la variabilité climatique et aux contraintes du milieu de mangrove ; (ii) une diversification des productions agricoles afin de renforcer la résilience économique et nutritionnelle des exploitations ; (iii) l'utilisation des données climatiques pour appuyer les décisions techniques (calendriers de culture, choix variétaux, gestion de l'eau). Le Consultant formulera des propositions pour assurer l'objectivité et la fiabilité du suivi des rendements, du taux de mise en valeur, du respect du calendrier cultural. Ceci impliquera d'éviter tout conflit d'intérêt éventuel que peut entraîner le double rôle de la FOPVSBG en tant que mouvement paysan et opérateurs de services. Le Consultant fera des propositions pour redynamiser les OP (groupements, unions, fédération, confédération) dans les services auprès de leur membres (conseils, accès aux semences

améliorées, services de préparation de sol mécanisés, magasins de dépôts vente, transformation,). Ces services doivent aussi permettre aux OP de s'autofinancer et ainsi atteindre progressivement leur autonomisation. Ces propositions tiendront compte des différences entre les hommes et les femmes et de leur capacité à bénéficier des services.

- **Mécanisation agricole et équipement de récolte** : Les contraintes agroécologiques en zone de mangrove – notamment la faible portance des sols, les submersions récurrentes et la pénibilité des travaux manuels – limitent fortement l'intensification durable des pratiques agricoles. Dans ce contexte, le développement d'une mécanisation légère, adaptée aux terrains vulnérables et aux aléas climatiques, constitue un levier clé pour améliorer la productivité tout en renforçant la résilience des systèmes agricoles. Le développement de la mécanisation permettrait de réduire la pénibilité du travail et encourager les jeunes à se lancer dans les travaux champêtres. L'IRAG a entrepris quelques essais avec des motoculteurs. Toutefois, leur diffusion reste très limitée du fait de contraintes multiples : coûts élevés, accès restreint à un marché local de pièces détachées, faible capacité d'entretien et d'usage en autonomie. Le Consultant étudiera la faisabilité de l'installation de jeunes opérateurs privés au niveau des villages bénéficiaires des aménagements, disposant de facilités (accès au crédit, appui technique, accès à des parcelles) pour acquérir et exploiter un ensemble d'équipements (motoculteurs, batteuses, décortiqueuse). Il proposera un plan d'actions pour lancer ces entrepreneurs, prestataires de service locaux.
- **Appui à la filière sel solaire** : L'étude de faisabilité a considéré que les volumes de sel commercialisés annuellement en Guinée sont de l'ordre de 50 000 tonnes, voire plus, réparties entre 10 000 à 20 000 tonnes produites sur les côtes de la Guinée Maritime (sel ignigène et sel solaire) et le reste issu d'importations provenant essentiellement du Sénégal. En Guinée le sel ignigène, grand consommateur de bois de mangrove, couvrirait environ 24% de la consommation, tandis que le sel solaire guinéen se limite à environ 6%. Depuis les années 1990, le sel solaire bénéficie des appuis notamment de la CMC, Universel-ADAM, la FOPVSBG. Les dernières années on a vu l'émergence du Comptoir Sel à Boffa, toujours avec l'appui de CMC. Notons aussi l'existence d'une plateforme sel. Malgré les appuis sur presque 30 ans le sel solaire ne semble pas gagner du terrain sur le sel ignigène. Dans une perspective de **réduction de la pression sur les écosystèmes de mangrove** (atténuation) et de **développement d'alternatives économiques résilientes**, le Consultant proposera des modalités d'appui à la filière sel solaire reposant sur (i) un projet pilote à petite échelle, d'une durée de deux ans, pour tester la compétitivité économique et sociale de la production solaire face au sel ignigène ; (ii) une analyse de la chaîne de valeur locale, incluant les conditions d'accès aux ressources en eau, les obstacles à la commercialisation et les leviers de structuration et (iii) la prise en compte des enjeux d'équité, notamment en matière d'accès aux revenus pour les femmes et les jeunes, et de gouvernance locale des ressources. Cette approche s'inscrira dans une vision de **transition juste**, articulant **atténuation des impacts environnementaux**, **valorisation des savoir-faire locaux** et **inclusion des groupes les plus vulnérables** dans les dynamiques économiques locales.
- **Appui aux acteurs de l'aval** : Lors du démarrage du SARITEM, suite à la chute de la production de riz dans la zone, entraînée par le dysfonctionnement des aménagements et l'abandon par les jeunes de la riziculture dans les domaines traditionnels l'aval de la filière était en crise. Si au début des années 2000 l'Unions Boora Malé vendait 1500 à 2000 tonnes par an à la CBG confirmant une filière florissante, elle a depuis quasiment disparu. Selon le rapport d'activités annuel de la MGE de 2021 le volume de riz net produit par les centres de transformation était estimé à 80 tonnes, le volume de paddy transformé par les unions d'étuveuses à 165 tonnes et le volume commercialisé par les groupements de commerçantes à 34 tonnes. Ceci explique

pourquoi les étuveuses et commerçantes ne trouvaient plus le paddy ni le riz et peinaient à survivre. Il est toutefois attendu que la réhabilitation des aménagements relance la production du paddy, les activités de l'aval et ainsi leur rentabilité. Le Consultant proposera des mesures de renforcement des acteurs de l'aval, leur structuration autour des magasins dépôts vente, la structuration du Réseau Boora Malé et la fédération FEDERIZ. Toutes ces mesures contribueront à rendre la filière riz et l'Interprofession plus rentable et attractive. Il cherchera à améliorer la collaboration entre OP des producteurs et acteurs de l'aval. Au-delà du riz, l'approche aval devra être élargie à des produits agricoles diversifiés, en lien avec les potentialités du territoire. Le Consultant intégrera donc une réflexion sur : (i) la création de filières complémentaires à haute valeur ajoutée locale (produits maraîchers, poisson, sel solaire, etc.), (ii) le développement de circuits courts de commercialisation, adaptés aux marchés locaux et urbains ; (iii) des stratégies économiques résilientes, contribuant à la sécurité alimentaire, à l'inclusion des femmes et des jeunes, et à (iv) la valorisation des ressources locales.

En ce qui concerne l'inclusion des femmes, capitaliser et continuer le travail réalisé sur le renforcement de capacités et l'organisation des femmes étuveuses en unions/coopératives dans les précédents projets. Ces unions sont également des opportunités pour la sensibilisation sur les VBG, les DSSR, la sécurité alimentaire, etc. ; Former les femmes étuveuses sur les techniques de vente pour faciliter la commercialisation de leurs produits ; Former les femmes étuveuses en gestion coopérative, gestion financière et qualité-hygiène ; Fournir un matériel adéquat pour faciliter les étapes de transformation (foyers améliorés, grandes cuves, etc.) ; parallèlement, explorer les options pour un meilleur accès des femmes aux parcelles rizicoles, en lien avec les travaux de la DNFRP sur la Politique Foncière Agricole.

- **Rizipisciculture**, sous la maîtrise d'Ouvrage déléguée de l'ANAG lancée à travers le projet PISCOFAM (Composante 2) en 2020 bénéficiant d'un financement AFD a été mise en œuvre par l'APDRA avec appui du CIRAD jusqu'en décembre 2024. Ce projet dans sa phase de pérennisation après sa clôture, est actuellement en phase de Recherche accompagnement et encadre un nombre restreint d'exploitants dans quelques aménagements en Basse Guinée. Ils introduisent des espèces adaptées au milieu (mangrove, aménagements) et y testent leur comportement et l'intérêt de la population. Ce projet a son siège à proximité de la FOPVSBG et ADAM. Ce dernier était, sous contrat du projet accompagnait les exploitants expérimentateurs. Les animateurs mobilisés par l'ANAG sur le projet sous l'assistance de l'APDRA assurent le maintien de la dynamique et interviennent à la demande des producteurs. Suite aux résultats enregistrés sous le PISCOFAM et suite à une nouvelle demande des autorités Guinéennes l'AFD finance un nouveau projet KOUNKI avec 4 millions d'EUR via le C2D pour continuer à appuyer la filière aquacole. Le Consultant fera des recommandations avec l'ANAG sur comment poursuivre cette activité en collaboration avec les AUP encadrées par l'ACE et en respectant la gestion à la parcelle (GEP).
- **L'apiculture** : La mangrove étant une zone riche en plantes mellifères (*Rhizophora*, *Avicennia*, etc.), est une source florale pour les abeilles. La pratique de l'apiculture en zone de mangrove est une ressource économique locale pour les communautés riveraines pour diversifier leurs revenus. Elle constitue donc un pilier/outil fondamental pour la préservation de ces écosystèmes au lieu de les exploiter de manière destructive (déforestation pour le charbon, saliculture incontrôlée etc.). Il est donc attendu du consultant des propositions concrètes pour intégrer cette filière dans le projet.

- **Recherche et Développement.** Le Consultant fera des propositions d'activités de recherche et développement permettant i) à continuer de **capitaliser sur les bonnes pratiques** issues de 30 ans d'appui à la filière rizicole en zone de mangrove et ii) d'accompagner les activités de **renforcement de la résilience climatique et de développement territorial**. Il prendra en compte les résultats de **l'évaluation à mi-parcours du Saritem** et considérera **les défis posés par le changement climatique** dans les zones de mangroves sur les activités menées dans les domaines de la recherche variétale adaptés aux changements climatiques, la production des semences améliorées, le suivi de la fertilité et la mécanisation agricole. Il réfléchira sur la pertinence d'attribuer une partie du suivi des activités de mise en valeur à l'IRAG. Il se prononcera sur la pertinence d'études sur l'impact carbone de la riziculture en zone de mangrove et leur inclusion dans le futur projet. Il fera des recommandations sur l'appui à l'IRAG par un organisme de recherche comme le CIRAD.

Il explorera la possibilité de faire contribuer le projet à un programme de monitoring de la faune et de la préservation des ressources naturelles, d'étude des milieux aquatiques des zones de mangroves, ainsi que de conservation via la création ou le soutien à des espèces protégées ou des zones d'intérêt écologique⁴, à condition d'avoir, localement, des ONG environnementales en mesure de porter ces sujets (ex : Guinée Ecologie, RENASCEDD, et Biotope).

- **Résilience écosystémique et préservation des mangroves** : la préservation de la biodiversité et la résilience écosystémique sont à envisager sous 3 angles : 1) préservation des zones de mangrove fragiles de l'extension de la culture itinérante, par la stabilisation des zones déjà mises en valeur ; 2) mesures de préservation des sols, voire de restauration de la fertilité (gestion adaptée de l'eau de mer) ; 3) promotion de pratiques agroécologiques (réduction de l'utilisation d'intrants) permettant la protection des milieux, en particulier la qualité des eaux littorales. Sur ce point, des outils de mesure de l'utilisation des intrants (surtout pesticides) devront être mis en place. Les activités dans ces 3 domaines devront être décrites et leurs effets analysés, au regard des menaces identifiées dans une baseline des milieux naturels et des écosystèmes, et d'une analyse détaillée des menaces qui pèsent sur eux. Des indicateurs de mesure de ces effets devront être définis.

La mangrove en particulier remplit plusieurs fonctions dans l'écosystème estuarien et fournit des produits divers aux populations environnantes. L'une des fonctions essentielles de la mangrove est la rétention de sédiments, la séquestration du gaz carbonique, le refuge des alevins et des larves de crevettes, l'atténuation des crues, la fonction de nurseries et celle de stabilisation du littoral. Mais ces fonctions sont aujourd'hui menacées par des pressions croissantes liées aux dynamiques démographiques et économiques : **coupe de palétuviers pour le bois énergie, saliculture ignigène, fumage de poisson, riziculture itinérante, et extensions non régulées des zones de culture**. Dans une optique de **résilience écosystémique intégrée**, le Consultant proposera une stratégie globale articulant protection environnementale, co-bénéfices d'adaptation et d'atténuation et développement territorial durable comprenant notamment :

- des mesures de reforestation communautaire, en collaboration avec les communes rurales et les services environnementaux ;

⁴ Dans ce cadre, les outils et notes produits dans le cadre du projet COMBO+ pourraient être mobilisées (cartographie des zones d'opportunités pour la restauration écologique, guide pour la prise en compte des populations locales dans l'atténuation et la compensation des impacts des projets en Guinée, etc.)

- le développement d'activités génératrices de revenus à faible impact environnemental, telles que la production de produits forestiers non ligneux, la pêche durable ou l'agroforesterie ;
- la mise en place d'un dispositif de suivi environnemental participatif, combinant télédétection (imagerie satellite) et vérifications de terrain, pour suivre l'évolution des écosystèmes de mangrove et identifier les zones critiques ;
- le renforcement des capacités des services des Eaux et Forêts afin de mieux contrôler les pressions exercées sur ces milieux et de mettre en œuvre des mesures de protection et de restauration adaptées ;
- des mesures concrètes de gestion environnementale des travaux d'aménagement, pour minimiser les impacts sur les écosystèmes sensibles tout au long du cycle de projet.

L'objectif sera d'abord de proposer une démarche favorable à la biodiversité (comme par exemple la préservation de zones non aménagées, la réduction du défrichement de nouvelles zones de mangrove par la culture itinérante traditionnelle, la limitation de l'acidification et de la stérilisation des sols déjà défrichés et cultivés, l'évitement des rejets polluants dans la zone de mangrove limitrophe des périmètres et la contribution à la préservation de la qualité des eaux littorales.). Une ambition supérieure serait de traduire un objectif secondaire du projet, traduit en objectifs concrets dans le cadre logique en termes d'études et d'acquisition de connaissances, d'activités de restauration et de protection.

L'approche devra intégrer les enjeux de **justice environnementale**, en garantissant que les bénéfices issus de la préservation des mangroves profitent aussi aux communautés qui en dépendent directement.

- En matière de **genre**, le projet devra afficher une stratégie féministe explicite et claire, traduite dans son cadre logique ce qui suppose qu'un diagnostic genre soit établi, identifiant des déterminants des inégalités sur lesquels le projet agirait, au-delà de la seule désagrégation du nombre de femmes impactées par activités.
- **Coordination, AT, formations, suivi & évaluation** : Cette composante regroupe les activités nécessaires à la mise en œuvre et au pilotage du projet. S'agissant d'un projet reposant sur les acteurs engagés dans l'accompagnement des producteurs, il s'agit en effet que l'Unité de coordination du projet sous tutelle de la DNGR mette à disposition des acteurs les moyens nécessaires ; assure le renforcement de leurs capacités dans le pilotage des actions et mette en place des mesures environnementales et sociales qui s'imposent à ce type d'intervention. Les activités d'assistance technique devront notamment permettre d'accompagner la DNGR sur les sujets suivants :
 - Appui à la politique nationale sur le foncier tenant compte des recommandations et proposition de loi du Projet Foncier Rurale.
 - Appui à la politique de gestion des aménagements hydro-agricole de la DNGR : les textes de gouvernance et les moyens mobilisés ne sont plus à même de garantir le bon fonctionnement et la pérennité des aménagements financés par l'Etat. Le Consultant prendra connaissance de ces moyens, des besoins ainsi que des études existantes comme le Schéma Directeur de l'Agriculture Irriguée (SHER, 2018) ainsi que de la Loi d'Orientation Agricole (2024) avant de faire des recommandations.
 - Appui à la capitalisation des études et suivi des travaux d'aménagement. Les faiblesses récurrentes des services de la DNGR et des bureaux d'études guinéens compromettent la capitalisation du savoir-faire dans les aménagements en milieu de mangrove,

nécessitant une bonne connaissance de l'hydraulique. Le Consultant fera des recommandations pour renforcer les capacités locales (DAHA/DATEP, Universités).

- Amélioration de l'implication et de l'appropriation des ouvrages par la DNGR
 - Transformation, renforcement de l'ingénierie territoriale et sociale de la DNGR (cf. suivi du plan d'actions et outils mis à disposition : prestations BRLi en appui à la DNGR et Bearing Point en appui au MAGEL ; rem : évaluer l'impact éventuel de la scission du MAGEL actée le 30 juin 2025 sur le projet) ;
 - Faire émerger et renforcer l'ingénierie territoriale et sociale des structures locales (collectivités, organisations paysannes, coopératives) permettant d'assurer localement le développement intégré du territoire avec l'appui, le cas échéant, de l'ANAFIC.
 - Appui à la prise en compte de la résilience climatique ainsi que des enjeux liés au genre et à l'inclusion sociale dans toutes la mise en œuvre du projet SARITEM 2.
- Le Consultant est par ailleurs libre de proposer toute activité qu'il juge pertinente dans le cadre d'un SARITEM 2.

b. Montage organisationnel

Le grand nombre d'acteurs du projet a rendu le projet SARITEM complexe dans la gestion tout en augmentant les risques de blocages, notamment quand les opérateurs n'ont pu mobiliser les cautions bancaires permettant de mobiliser une caisse de fonctionnement. De nombreuses questions se sont posées au cours du projet : comment développer les activités des acteurs de l'aval quand la production du riz ne satisfait pas l'autoconsommation ? Comment coordonner des opérateurs qui n'ont cessé de contester le montage institutionnel ? Le Consultant revisitera le montage institutionnel proposé dans le SARITEM tout en maintenant le mode de gestion axé sur les résultats. Il s'agit également de repositionner les acteurs en les recentrant sur leur spécialité :

- DNGR pour tout ce qui est aménagement (endiguement collectif et gestion de l'eau à la parcelle) ;
- FOPVSBG et SERPROCA, DNA pour ce qui concerne l'organisation de la dynamique paysanne et conseil agricole ;
- L'aval de la filière restant à positionner en fonction des capacités des différents acteurs impliqués. Toutefois elle ne pourra se faire sans étroite collaboration avec la FOPVSBG et SERPROCA en charge de la dynamique des OP, notamment au niveau de la filière riz.
- ANAG pour tout ce qui concerne la pratique intégrée de pisciculture intégrée à la riziculture de mangrove.
- Le Direction Nationale de l'Alimentation et de la Production Animale dans la perspective du développement de la filière Apicole dans le projet.
- L'ANAFIC en ce qui concerne la planification territoriale prenant compte du changement climatique

Le Consultant proposera des passerelles entre le MAGEL/DNGR et le Ministère de l'Environnement pour promouvoir les activités de résilience au changement climatique et de protection de la mangrove.

Le Consultant proposera la ou les Assistances Techniques nécessaires au projet en considérant un montage axé vers l'obligation de résultats (**montage axé sur les résultats du projet**). Parmi les hypothèses, réfléchir à une AT (au besoin) en appui à l'ensemble des opérateurs qui permettrait un suivi évaluation qui nourrisse effectivement le pilotage du projet.

c. Etude des risques

Le consultant évaluera les risques liés au projet ; la liste suivante est non-exhaustive et sera complétée le cas échéant :

- Risque sectoriel : le risque sectoriel correspond au « diagnostic » du secteur ;
- Risques techniques : le Consultant présentera ici les risques internes au projet, notamment liés à la passation de marchés le cas échéant ou liés à la capacité de la maîtrise d'ouvrage à le réaliser et à l'exploiter ;
- Risques institutionnels et juridiques ;
- Risque de marché ;
- Risques environnementaux et sociaux dont le risque climatique.

d. Etude d'impact environnementale et sociale (EIES)

La politique de l'AFD demande au projet de se conformer à la réglementation nationale en matière environnementale et sociale, ainsi qu'aux normes E&S de l'AFD et comprennent une liste d'exclusion⁵. Le projet SARITEM II sera à priori classé en B+ dans la foulée du projet précédent. De ce fait, il sera soumis selon nos procédures de maîtrise des risques E&S au respect des NES de la BM en plus de réglementation nationale. Cf Evaluation des Risques Résiduels E&S pour info : <https://siop2020.afd.fr/PROJET/Afd/CGN1205/IndicateursEsAfd>.

En fonction du périmètre envisagé (extension ou consolidation des zones déjà bénéficiaires), l'étude d'impact fera l'objet d'une actualisation avec trois objectifs :

- Aider les autorités guinéennes à concevoir un projet respectueux de l'environnement et des populations d'utilisateurs ainsi que celles avoisinantes, en définissant conjointement les activités et les mesures à mettre en œuvre pour améliorer la qualité environnementale et sociale du projet.
- Confirmer la viabilité environnementale et sociale du projet et ainsi limiter les risques environnementaux, sociaux, financiers, juridiques, et en termes de réputation. Points d'attention principaux : habitats critiques concernés in fine par le périmètre du projet (sélection des zones appuyées en tenant compte de ce critère ?), mangrove (mise en défens et reboisement), pesticides, foncier, approche territoriale (dimension environnementale / socioéconomique),
- Permettre aux parties prenantes d'être informées et de participer à la conception du projet dans une logique de consolidation / durabilité des compétences et bonnes pratiques développées en matière de gestion des risques E&S.

La nature de l'évaluation environnementale et sociale requise pour un projet dépend de l'importance des incidences environnementales qui elles-mêmes sont en relation avec le type et l'emplacement du projet, la sensibilité, l'échelle, la nature et l'ampleur des potentiels impacts ; et la possibilité de mettre en œuvre des mesures d'atténuation dans une approche coûts/bénéfices mais aussi de maîtrise des risques.

L'étude d'impact, basée sur une description du contexte, des données de base des sites et des impacts de construction et d'exploitation de chaque sous-projet sur l'environnement et les populations, proposera en conséquence des mesures d'évitement, d'atténuation et de compensation, qui doivent être mises en œuvre afin de prévenir, minimiser ou, à défaut, compenser les impacts sur

⁵ <https://www.afd.fr/fr/ressources/liste-exclusion-groupe-afd>

l'environnement et les populations. Cette étude et l'ensemble des mesures d'encadrement des risques seront consignés dans le PGES.

Compte-tenu de l'impact moyen (B+) des activités envisagées sur ce volet du projet, ces mesures et les conditions de leur mise en œuvre seront indiquées et énumérées dans un plan d'engagement environnemental et social (PEES). Un Plan d'Engagement des Parties Prenantes (PEPP) sera également développé.

Le Consultant assurera également une coordination étroite avec les autorités nationales en charge de l'environnement afin de s'assurer que les rapports sont conformes au NES de la BM à la législation et la réglementation nationale et aux exigences de l'AFD en matière environnementale et sociale.

e. Empreinte carbone et qualification de la finance climat et biodiversité

- Empreinte carbone

Le Consultant réalisera un bilan carbone du projet à l'aide de l'outil de calcul fourni (Ex-ACT ou NEXT). Si des infrastructures étaient envisagées, le Consultant utilisera l'outil de bilan carbone interne de l'AFD : [Bilan carbone - Guide méthodologique et manuel d'utilisation | AFD - Agence Française de Développement](#)

Avant d'entreprendre le calcul, le Consultant fera valider ses hypothèses par le MAGEL et l'AFD.

- Qualification de la finance climat et biodiversité

Le Consultant s'appuiera sur les conclusions de l'analyse des risques climatiques et les interventions proposées pour déterminer la valeur des co-bénéfices climatiques (ou l'estimation de la finance climat) du projet en fonction des catégories d'atténuation et d'adaptation, ainsi que les co-bénéfices et biodiversité. Sur la base du plan de financement, il produira un justificatif de la finance climatique (adaptation et atténuation) et biodiversité associée au projet, en s'appuyant sur les « principes communs » de qualification de la finance climatique et ceux de la qualification de biodiversité.

Livrable(s) attendu(s)

- Livrable 3 : Rapport de faisabilité du projet SARITEM 2
- Livrable 4 : Rapport de l'EIES
- Livrable 5 : PGES
- Livrable 6 : Plan d'Engagement des Parties Prenantes PEPP
- Livrable 7 : Rapport d'empreinte carbone et qualification climat et biodiversité

Section 3.04 Phase 4 : Capitalisation et communication

a. Capitalisation opérationnelle sur la mise en œuvre de l'appui

Cette note documentera les enseignements tirés et les résultats obtenus tout au long de l'appui. Ce livrable ne doit en aucun cas être confondu avec un rapport de synthèse. L'objectif est d'identifier les bonnes pratiques ("best fit practices") et leçons apprises de cet appui, tant sur le mode d'organisation (le « faire ») que sur les connaissances générées en termes de pratiques et théorie d'adaptation, et de produire des recommandations pour les prochains appuis AdaptAction.

Ce livrable ne devra pas excéder 5 pages (hors annexes).

b. Communication sur les réalisations de l'appui, et partage des connaissances développées

Le/la Consultant(e) fournira **des supports de communication et de valorisation** des connaissances produites, afin de garantir une diffusion des résultats et des enseignements tirés de l'appui. Ces supports seront destinés à l'État partenaire, aux équipes internes de l'AFD, ainsi qu'aux acteurs internationaux impliqués dans l'adaptation au changement climatique.

Le livrable de communication demandé est une vidéo de 5 min qui portera sur SARITEM 1 et la présente étude. Un cadrage entre le Consultant et l'AFD devra être fait avant la production de cette vidéo.

Par ailleurs, pour enrichir la présentation graphique des différents rapports liés à l'appui), le/la Consultant(e) devra constituer **une photothèque d'au moins une trentaine de photographies**, prises durant la mise en œuvre des activités. Ces photographies feront partie intégrante des livrables attendus avec :

- Qualité technique : haute résolution, bonne lumière, cadrage soigné.
- Qualité esthétique : visuels positifs, valorisant les bénéficiaires et les actions concrètes (éviter les photos de réunions ou d'ateliers).
- Pertinence : les images doivent illustrer de manière représentative les activités de l'appui

Les images, vidéos ou séquences ayant servi devront être transmises à l'AFD en fin de mission, en haute résolution et librement exploitables. Tous les supports de communication doivent être clé en main, **conforme à la charte graphique (fournie en annexes)**, et directement exploitable.

Le budget total pour cette activité (b) ne devra pas dépasser 6 000 EUR et le/la Consultant(e) devra adapter ses propositions en fonction de ce budget.

Livrable(s) attendu(s)

- Livrable 8 : Rapport de capitalisation opérationnelle
- Livrable 9 : Vidéo

Article IV. LIVRABLES ET CONDITIONS DE LIVRAISON & D'EXECUTION

Section 4.01 Description des livrables attendus

Chaque rapport remis par le Consultant dans le cadre de sa mission devra inclure, en plus de son contenu propre :

- Un résumé exécutif, synthétisant le contenu du rapport et ses conclusions. A destination des décideurs, ce résumé de 5 pages maximum devrait permettre une compréhension claire et rapide, tout en pouvant être technique, des connaissances apportées par le rapport. Une présentation incluant des visuels serait appréciée.
- Une introduction, incluant notamment un rappel des objectifs de l'appui et du livrable.
- Une description des méthodologies utilisées, et notamment des éventuels ajustements apportés par rapport à la méthodologie initialement prévue et des justifications pour ces ajustements.
- Une synthèse des conclusions et recommandations.
- Une synthèse bibliographique en annexe.

- Une liste des personnes et structures consultées pour la réalisation du rapport et leurs coordonnées en annexe.
- Courts comptes rendus des rendez-vous et des ateliers en annexe.
- Des photos en annexe.

Une attention particulière sera apportée à la qualité de rédaction - qui doit être concise, claire et cohérente - ainsi qu'à la présentation des différents livrables, pour lesquels une mise en page et un graphisme attrayant avec des photos de bonnes résolutions seront recherchés. Les rapports devront de plus se conformer au modèle type de du programme AdaptAction.

Le détail du contenu de chacun des livrables est présenté ci-après.

Livable 0. Note de cadrage

Rédigée suite aux premières réunions téléphoniques avec l'équipe de l'AFD et les entités bénéficiaires, cette note de cadrage reprendra notamment les éventuels ajustements à la méthodologie et à l'organisation de l'équipe et de la mission qui auront été décidés. Ce livrable ne devra pas excéder 5 pages (hors annexes) et est à soumettre avant le démarrage de la mission en Guinée.

Livable 1. Rapport de démarrage

Le rapport de démarrage contiendra :

- Une synthèse de la revue bibliographique, et notamment des éléments de contexte additionnels qu'elle a révélés.
- Une cartographie des parties prenantes, permettant notamment d'identifier les acteurs clés pour la mise en œuvre de l'appui.
- Une note d'orientation méthodologique, le cas échéant, spécifiant notamment les ajustements apportés à l'offre technique initiale (sous forme de tableau comparatif).
- Une feuille de route intégrant un calendrier des missions des différents expert.e.s, des ateliers éventuels, et de remise des livrables.
- Un cadre de suivi et évaluation des résultats de l'appui, incluant une méthodologie d'évaluation, des indicateurs, des cibles, et des sources de vérification (cette tâche est spécifique à l'étude et non au projet qui sera élaboré).
- En annexe, une liste des parties prenantes rencontrées, accompagnée de courts compte-rendu des rendez-vous et des conclusions qui en sont tirées pour l'appui.
- En annexe, la bibliographie des documents consultés.

Ce livrable ne devra pas excéder 20 pages (hors annexes).

Livable 2. Rapport d'analyse des risques climatiques assorti d'options d'adaptation

Le rapport d'analyse des risques climatiques et d'identification des mesures d'adaptation contiendra :

- Présentation (physique, géographique, institutionnelle, sociale et socioéconomique) du périmètre du projet
- Etude de référence des milieux naturels et des écosystèmes,
- Caractéristiques de la riziculture et de ses acteurs en Guinée Maritime,
- Tendances climatiques et caractérisation des risques (climatiques et autres) passés, actuels et futurs, qui pèsent à la fois sur les milieux naturels, les écosystèmes et les systèmes productifs, dont le système rizicole, les territoires et les populations,

- Options d'adaptation permettant de renforcer la résilience actuelle et future du système rizicole, les territoires et les populations.

Ce livrable ne devra pas excéder 60 pages (hors annexes) et devra comprendre un résumé exécutif.

Livrable 3. Rapport de faisabilité du projet SARITEM 2

Livrable 4. Rapport de l'EIES

Le rapport d'évaluation de l'impact environnemental et social sera organisé comme suit :

- Résumé technique (présentation des résultats importants et des actions suggérées) ;
- Présentation des objectifs du projet, du maître d'ouvrage et du gestionnaire du projet, et description de la zone d'évaluation (restreinte et étendue) ;
- Analyse des alternatives/variantes au projet (et, le cas échéant, des activités associées) ;
- Description du contexte législatif et institutionnel avec les politiques correspondantes ;
- Détermination, description et évaluation des impacts du Projet : présentation des méthodes utilisées ; identification (par matrice croisée des activités du Projet et des principales caractéristiques/contraintes physiques, naturelles et humaines pour chaque site) ;
- Analyse des impacts du projet, détermination et description des mesures environnementales et sociales : Mesures d'évitement, d'atténuation et de compensation proposées, avec description/justification, estimation du coût, responsables de la mise en œuvre et responsables du suivi et indicateurs de suivi/contrôle, suivies de tableaux synthétiques présentant les impacts résiduels et la planification des mesures ;
- Annexes : procès-verbaux des réunions de consultation des parties prenantes (y compris résumés des réunions d'information/consultation), procès-verbaux des réunions de coordination entre l'équipe E&S et l'équipe technique pour assurer l'intégration des mesures E&S dans la conception du Projet, données socioéconomiques ventilées par sexe et tout autre document susceptible de favoriser une bonne compréhension du Projet et des impacts et mesures sur les enjeux décrits dans l'étude d'impact. Liste des experts en charge de l'évaluation environnementale et sociale, comptes rendus d'entretiens, documents de référence, etc.

Livrable 5. PGES

Ce rapport doit préciser les coûts, les rôles et les responsabilités pour la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de chaque mesure et le suivi et l'évaluation de chaque mesure, y compris le plan de suivi et de contrôle et le plan de renforcement des capacités à mettre en œuvre. Un chapitre ou un tableau spécifique devrait être consacré aux mesures à inclure dans les documents d'appel d'offres.

Livrable 6. PEPP

Livrable 7. Rapport d'empreinte carbone et qualification climat et biodiversité

Livrable 8. Rapport de capitalisation opérationnelle

Destiné à capitaliser l'expérience de mise en œuvre de l'appui, pour la mise en œuvre d'activités futures, ce rapport (à ne pas dépasser 5 pages hors annexes) décrira :

- Rappel succinct du contexte de l'étude et des régions, des objectifs, de la méthodologie, et résultats
- Les difficultés et contraintes rencontrées dans la conduite des activités
- Les solutions trouvées, bonnes pratiques développées et leçons apprises

- Une évaluation de l'appui, sur la base des indicateurs et cibles définis dans le rapport de démarrage, et du travail de suivi & évaluation mené tout au long de la mise en œuvre. Cette section analysera les résultats atteints, et la différence éventuelle avec les cibles initialement visées
- Des conclusions et recommandations pour la mise en œuvre de futurs appuis similaires

Livrable 9. Vidéo

Section 4.02 Calendrier de remise des livrables

Le tableau ci-dessous présente les délais de remise des livrables, dans leur version provisoire.

	Livrable attendu	Délai de soumission
0	Note de cadrage	T0 + 0,5 mois
	Rapport de démarrage	T0 + 1 mois
1	Rapport d'analyse des risques climatiques assorti d'options d'adaptation pour les bénéficiaires (riziculteurs, pisciculteurs, apiculteurs etc)	T0 + 3 mois
2	Rapport de faisabilité du projet SARITEM 2	T0 + 6 mois
	Rapport de l'EIES PGES PEPP	T0 + 6 mois
	Rapport d'empreinte carbone et qualification climat	T0 + 6 mois
3	Rapport de capitalisation opérationnelle Vidéo	T0 + 7 mois

T0= date de démarrage de la prestation

Section 4.03 Validation des livrables

L'ensemble des rapports et livrables seront envoyés dans un premier temps par voie électronique (e-mail) en format narratif (Word, Excel...) et de manière simultanée aux autorités guinéennes concernées et à l'Agence française de développement (Coordinateur régional AdaptAction et référent.e AdaptAction au siège de l'AFD, Direction technique en agence et au siège de l'AFD le cas échéant).

A la réception des livrables, les autorités concernées (rassemblées au sein du comité de suivi de l'étude) et l'AFD disposeront d'une période de 15 jours ouvrés pour les analyser et faire parvenir leurs commentaires au consultant.

Sur la base de ces commentaires, le Consultant sera éventuellement amené à modifier les rapports et livrables, et ce dans un délai raisonnable (entre 5 à 10 jours ouvrés), avant de partager la version finale de ces livrables, toujours par voie électronique, en format Word et PDF, et de manière simultanée aux autorités guinéenne et à l'équipe de l'AFD. Pour faciliter la revue, les documents seront également envoyés par le consultant sous format Word en mode « suivi des modifications ».

La validation finale des livrables sera faite par l'AFD, en coordination avec les autorités guinéennes, au plus tard 10 jours ouvrés après réception des livrables finaux, sous réserve d'amendements satisfaisants par le consultant. Le processus pourra se renouveler tant que les livrables ne seront pas satisfaisants pour l'AFD. Les livrables finaux seront accompagnés de livrables en mode « suivi des modifications » afin de pouvoir identifier les changements réalisés avec un document qui retracera toutes les modifications.

Cette validation finale déclenchera le paiement des factures liées.

Article V. PROFILS DES EXPERT.E.S REQUIS

Section 5.01 Expertises principales

Pour répondre au mieux aux prestations attendues, il est suggéré aux soumissionnaires de proposer une équipe d'experts aux compétences variées et adaptées, disposant d'une bonne expérience dans la gestion et la mise en œuvre de projets similaires en Afrique de l'Ouest et notamment la Guinée.

Chaque consultant devra disposer d'une expérience solide en matière d'enquêtes de terrain, d'animation et de capacités analytiques et rédactionnelles. La complémentarité des profils doit être recherchée, notamment en termes de disciplines ou spécialisations, de manière à couvrir efficacement l'ensemble des thématiques à traiter. Pour chaque consultant, une connaissance de l'Afrique de l'Ouest et en particulier de la Guinée sera considérée comme un avantage. La maîtrise du français sera demandée. Pour chaque expert proposé, la réalisation de travaux à des positions similaires, sur des projets financés par des bailleurs internationaux sera privilégiée. Les expériences citées devront être justifiées et accomplies. Chacune de ces expertises peut être remplie par plusieurs expert.e.s (leurs profils combinés devront alors répondre aux critères minima demandés).

Une attention particulière sera portée sur la présence d'expertise nationale.

Expertise n°1 : Chef.fe de mission – Développement de la riziculture / riziculture associée (pisciculture, apiculture et maraîchage)

Niveau Ingénieur agronome ou génie rural, avec une expérience de plus de 10 ans dans la riziculture et ayant participé aux études/diagnostics participatifs ou similaires dans l'identification et l'élaboration de projet de développement de la riziculture, avec au moins 3 expériences en tant que chef.fe de mission et 3 expériences avérées sur les sujets d'adaptation au changement climatique. L'expert.e disposera d'expérience en travaux et réalisation des aménagements rizicoles en zone de mangrove dans un contexte de changement climatique. Il devra également démontrer une connaissance fine des réalités liées à la riziculture et rizi-pisciculture en Afrique de l'Ouest et notamment en Guinée. La maîtrise d'une ou des langues locales en Guinée Maritime serait un atout.

Expertise n°2 : Aménagement rizicoles et maintenance des aménagements rizicoles

Niveau Ingénieur agronome ou génie rural, avec une expérience de plus de 10 dans les études et travaux d'aménagements rizicoles ainsi que leur maintenance, dont au moins 5 ans en zone de mangrove. Ayant participé à au moins 2 études de faisabilité et formulation de projets similaires. Justifier de compétences avérées en cartographie et gestion de base de données sous SIG. Une expérience en zone de mangrove en Guinée maritime et une connaissance des langues parlées seraient un atout.

Expertise n°3 : Adaptation de l'agriculture au changement climatique

Niveau Ingénieur ou bac+5 en agronomie, changement climatique, environnement, géographie ou tout autre domaine connexe, avec une expérience de plus de 10 ans dans le domaine de l'agriculture dont des expériences significatives de conduite d'analyse de risques climatiques et définition d'options d'adaptation dans le secteur de l'agriculture dans les pays en développement. Avoir réalisé des expériences dans la filière rizicole et en zone de mangrove en Afrique de l'Ouest. Une bonne connaissance des langues locale serait un atout.

Expertise n°4 : Ingénierie de projet

Niveau ingénieur ou bac+5 avec une solide expérience dans l'ingénierie de projets : montage et conception pour des bailleurs, une/des expériences en montage de projets pour l'AFD est un avantage certain. L'expert disposera d'expérience en structuration rationnelle de projet et cadre logique, définition des modes opératoires appropriés pour le projet, dimensionnement du dispositif d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO) et d'Assistance Technique (AT), programmation détaillée du projet qui converge l'estimation financière détaillée et le chronogramme du projet par activité, bonne connaissance des obligations relatives aux passations de marchés à intégrer à la programmation, bonne connaissance des coûts de fonctionnement du projet, dispositif de suivi évaluation

Ce profil d'expert pourra être fusionné avec le profil d'expert n°1.

Expertise n°5 : Biodiversité / Solutions d'adaptation fondées sur la nature (SaFN)

Niveau Ingénieur environnementaliste de niveau international, avec un master sciences de l'environnement ou dans un domaine pertinent, avec une expérience professionnelle d'au moins 5 ans dans l'élaboration et/ou la mise en œuvre de SaFN si possible dans des environnements géo-climatiques comparables à ceux de la Guinée Maritime. Connaissance des techniques de protection végétale des aménagements hydroagricoles en zone de mangrove dans un contexte de changement climatique.

Expertise n°6 : Environnement

Niveau Ingénieur ou BAC+5 en environnement ou dans un domaine pertinent et une expérience de plus de 10 ans dans l'évaluation environnementale, élaboration d'études d'impact environnementale et sociale (EIES), de Plan de gestion environnemental et social (PGES), dont au moins 5 références sur des projets d'agriculture/riziculture, ainsi que dans la gestion des milieux aquatiques avec une solide expertise sur le fonctionnement hydraulique des bassins versants. Expérience confirmée en réalisation de bilan carbone avec l'outil Ex-ACT ou NEXT. Une expérience de travail Guinée et la connaissance de la réglementation nationale en matière de gestion des risques environnementaux et sociaux et d'élaboration d'étude d'impact environnemental et social serait un plus.

Expertise n°7 : Social et genre

Sociologue, anthropologue de formation ou domaine connexe, avec plus de 10 ans d'expérience attestée en analyse sociale et des problématiques de genre et inclusion sociale dans le domaine du développement. Expertise confirmée en consultation publique et approche participative avec au minimum deux expériences en gestion sociale de l'eau. Une connaissance fine du contexte guinéen, la maîtrise des langues locales et une expérience en adaptation au changement climatique seraient particulièrement appréciées.

Pour la phase 2 uniquement, les experts seront accompagnés par deux référents issus du MAGEL et deux de la DPNCC. Le budget de l'étude devra prévoir le transport et les per diem des référents lors des déplacements hors de Conakry, sur une base de 400 000 GNF (± 40€) et hébergement 450 000 GNF (±45€)/personne/jour.

Section 5.02 Considérations additionnelles

Les experts proposés par les soumissionnaires ne peuvent être issus d'une administration bénéficiaire de l'appui. Sont cependant autorisés à candidater les agents de la fonction publique issus d'une

institution publique/une organisation sous tutelle autre que celle bénéficiaire de l'appui, et lorsqu'il n'y a pas de lien hiérarchique entre l'expert.e et le bénéficiaire. Un document de l'administration du fonctionnaire, donnant son accord pour sa mobilisation, sera nécessaire.

Le coût de l'appui technique et du personnel fourni par les soumissionnaires doit être inclus dans les honoraires des expert.e.s.

Une déclaration de disponibilité et d'exclusivité devra être signée et annexée à l'offre pour chaque expert.e présenté.e. Si un.e expert.e est impliqué.e sur plusieurs appuis du programme AdaptAction, la déclaration d'exclusivité inclura une liste de ces appuis, accompagnée pour chacun du nombre d'hommes-jours prestés par l'expert et du calendrier de mise en œuvre (mois de démarrage et de fin prévus).

Article VI. LOGISTIQUE ET CALENDRIER D'EXECUTION DU MARCHE

Section 6.01 Lieu de l'étude

L'équipe sera basée à Conakry avec des déplacements en Guinée Maritime (Boké, Boffa, Dubréka, Coyah et Forécariah)

Section 6.02 Calendrier prévisionnel des prestations

La date prévue indicative pour le début des études est fixée pour début novembre 2025. La date de démarrage exacte de l'appui sera fixée par ordre administratif, suite à l'attribution du marché. La durée effective de la prestation est estimée à 7 mois.

Section 6.03 Suivi des prestations / relations avec le prestataire

Un comité de suivi de la prestation sera mis en place dans le pays partenaire. Le/la chef.fe de mission sera chargé.e d'appuyer le comité de suivi. Ce comité aura la responsabilité de :

- Mettre à disposition de la mission toutes les ressources humaines nécessaires à la bonne exécution de la mission ;
- Mettre à disposition de la mission les moyens logistiques et administratifs nécessaires à la bonne conduite des différents ateliers ;
- Commenter et valider les produits et livrables de la mission.

Une réunion d'information pour le lancement de l'appui sera organisée et réunira le comité de suivi, les responsables AFD, les experts du Consultant, les PTF et toute autre institution que les autorités ou l'AFD jugeraient bon d'inviter.

Lors de cette réunion de lancement, un programme de travail actualisé et un calendrier global d'exécution (précisant les dates de remise des livrables et leur nature exacte) seront présentés par le Consultant et seront discutés en vue de leur validation.

Des réunions techniques de suivi et de validation devront être organisées par le Consultant à chaque remise de livrable, et rassembleront tout ou partie des institutions présentes à la réunion de lancement, mais aussi d'autres institutions jugées pertinentes.

Le Consultant transmettra les minutes (synthétiques) de ces réunions dans un délai d'1 semaine à l'ensemble des participants, pour commentaires puis validation.

Section 6.04 Etendue des services

Le montant total des services à mobiliser pour la réalisation de la mission est estimé à 350 000€ (maximum). Au moins 60 % des jours d'expertise seront à prester en Guinée.

Le nombre de jours d'expertise proposé (dont le nombre de jours sur le terrain), sa cohérence avec la méthodologie proposée et le chronogramme d'intervention des différents experts figureront parmi les critères clés qui seront retenus pour le dépouillement des offres techniques des soumissionnaires.

Article VII. LANGUE DE TRAVAIL ET CONTRACTUELLE

La langue des documents contractuels et de mise en œuvre du présent marché sera la langue française. La maîtrise de la langue française par l'équipe d'appui du Consultant est donc impérative.

Article VIII. BUDGET ET MODALITES DE PAIEMENT

Section 8.01 Offre financière

Le soumissionnaire est invité à proposer son offre financière, sur la base des éléments indiqués dans le présent CCTP.

Ce budget doit couvrir l'ensemble des coûts de la mission, y compris les honoraires des experts, les frais de voyage (local et international) et de séjour et les coûts de visibilité et de communication.

Les frais liés à l'organisation d'ateliers seront également couverts par le budget du Consultant. Le nombre exact d'ateliers et de participants sera proposé par le soumissionnaire dans son offre. Ces frais liés aux ateliers seront détaillés dans des lignes distinctes par atelier dans la DPGF. Les coûts du personnel d'appui et la participation aux réunions de lancement et de restitution du Chef de projet du soumissionnaire seront couverts par les honoraires des experts proposés.

Le budget inclura également une enveloppe forfaitaire, à intégrer telle quelle par le soumissionnaire dans son offre financière. Suivre les directives définies suivantes pour l'engagement et la facturation des dépenses remboursables :

Article IX. REFERENCES ET DOCUMENTATION DISPONIBLE

L'étude de faisabilité appuiera son intervention sur les documents produits lors de l'évaluation du projet Riz Basse Guinée, l'étude de faisabilité du projet SARITEM, la Convention de financement CGN1205 01L et ses avenants et le rapport de l'évaluation mi-parcours du SARITEM.

Bibliographie complémentaire :

- Conventions entre la DNGR et les opérateurs ADAM, ACE, FOPVSBG, MGE
- Contrats d'assistance technique entre la DNGR et les bureaux d'études BRLi-Iram, Gret, CACG ainsi qu'avec le CIRAD, contrat avec SHER BERCA
- PV des différents Comité de Pilotage du SARITEM
- Les Aide-mémoires mission de supervision AFD)
- Les Rapports d'audit des exercices du SARITEM

- Rapports d'activités des exercices
- Rapports de mission de l'UCP
- Rapports de mission CT : BRL, CACG, Gret (missions d'appui auprès de la FOPVS et MGE)
- Rapports Suivi mise en œuvre PGES
- Rapport d'analyse des risques climatiques et identification des options d'adaptation pour la pisciculture en Guinée Maritime
- Rapport évaluation à mi-parcours du SARITEM
-

Article X. VISIBILITE & COMMUNICATION

Il sera demandé d'observer scrupuleusement les directives de communication émises par l'Agence Française de Développement et d'intégrer le logo AFD-AdaptAction dans l'ensemble des livrables.